

# **Les milices urbaines au Congo: La transition démocratique et la dissémination des pratiques de violence**

---

*Rémy Bazenguissa-Ganga\**

---

Les processus de transition démocratique en Afrique se sont parfois accompagnés de plusieurs types de transformations sociales, entre autre celles du rapport que les gouvernés entretiennent avec les institutions détenant le monopole de la violence légitime. Dans ce sens, la nouvelle règle politique, un "homme égale une voix" a tendance à disséminer l'usage de la violence politique au sein de la société en dehors des organismes qui l'utilisent officiellement. Certains pays, comme le Congo, illustrent bien cette réalité. Lors du monopartisme (1963-1990), seule l'élite politique la violence qui contrôlait l'armée faisait usage de la violence. Par contre, l'instauration du multipartisme entraîna à deux reprises l'affrontement, dans la capitale, des fractions de la base électorale des leaders les plus puissants, organisée en milices. Cependant deux situations doivent être distinguées. Durant les premiers affrontements, de 1993 et 1994, la majorité des miliciens était originaire de Brazzaville, tandis que lors des seconds affrontements, en 1997, les originaires des villes secondaires étaient plus nombreux. Nous aborderons les conditions sociales de ce phénomène en quatre temps. Premièrement, nous proposerons une chronologie des affrontements. Deuxièmement, nous décrirons les milices dans les deux situations historiques de combats à Brazzaville. Troisièmement, nous expliciterons le phénomène de dissémination et, enfin, nous conclurons sur les relations que les Congolais entretiennent avec les forces armées.

## **1 - Chronologie des événements**

Il convient de relier l'apparition des utilisateurs non-officiels de la violence

légitime à l'histoire du Congo pour retracer, d'une part, l'élargissement des camps politiques en conflits et, d'autre part, l'inscription de leur lutte dans la capitale.

Le Congo a vécu, à partir de 1968, sous un système de parti unique marxiste-léniniste dominé par des militaires. Une conférence nationale, tenue de février à juin 1991, a réinstauré le multipartisme. L'ordre politique institué se révèle plutôt l'expression d'un certain type de factionnalisme basé sur trois partis puissants associés à des milices.

La période de transition, mise en place de juin 1991 à juillet 1992, prend fin à la suite des élections municipales, législatives et présidentielles opposant près d'une vingtaine de partis<sup>1</sup>. Trois d'entre eux s'imposent largement : l'UPADS (Union Panafricaine pour la Démocratie Sociale) de Pascal Lissouba, le MCDDI (Mouvement Congolais pour la Démocratie et le Développement Intégral) de Bernard Kolélas et le PCT (Parti Congolais du Travail), l'ancien parti unique, dirigé par Denis Sassou Nguesso. Ces partis contrôlent les milices suivantes : la Réserve ministérielle, les Zoulou, les Mamba, les Ninja et les Cobra. Les trois premières soutiennent l'UPADS, les Ninja appuient le MCDDI et les Cobra, le PCT. Ces milices combattent à deux reprises : en 1993-1994, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale, et, en 1997, à la fin du mandat présidentiel.

En juillet 1992, Pascal Lissouba accède à la magistrature suprême grâce à l'alliance nouée entre son parti, l'UPADS, et le PCT. Or, dès octobre 1992, le PCT, mécontent de la répartition des portefeuilles ministériels, rejoint l'opposition. Ce changement d'alliance fait basculer la majorité parlementaire d'où, du point de vue constitutionnel, devait nécessairement provenir du Premier ministre, chef du gouvernement. L'UPADS décide de dissoudre l'Assemblée nationale. L'opposition organise une marche pacifique le 30 novembre 1992. Des coups de feu éclatent provoquant la panique. Une centaine de manifestants sont blessés et trois personnes, tuées. Pour exprimer son mécontentement, la population se mobilise et élève des barricades dans Brazzaville. Après une période d'accalmie, le 2 mai 1993, le premier tour des législatives anticipées a lieu pour désigner la nouvelle assemblée. Les résultats sont contestés par les opposants qui crient à la fraude et boycottent le deuxième tour du 6 juin 1993. Pourtant, le Président proclame les résultats et un gouvernement est mis en place. A son tour, l'opposition installe, le 27 juin, son propre gouvernement "de salut national".

L'affrontement politique entre la mouvance présidentielle et l'opposition s'intensifie. Elle culmine surtout entre deux partis : l'UPADS et le MCDDI. Leur affrontement prend, de manière sporadique entre 1992 et 1994, la forme de guérillas urbaines ou s'illustrent les Ninja, la Réserve ministérielle et les Zoulou. La bataille pour le contrôle des arrondissements sud-ouest (Bacongo et Makélékélé) et est de la capitale (Mfilou) fait officiellement 2 000 morts, provoque le déplacement de 100 000 personnes et la destruction de 13 000 maisons.

Ces guérillas urbaines produisent un nouvel équilibre politique fondé sur la

puissance acquise par les deux factions. Cet ordre consiste pour l'essentiel en un partage du pouvoir entre l'UPADS et le MCDDI. La mise en place, en janvier 1995, d'un gouvernement d'ouverture, où les membres de ces deux partis figurent en force, consacre la fin des hostilités, entérinant les positions gagnées pendant les affrontements.

Les milices s'affrontent à nouveau en 1997, à la fin du mandat de Pascal Lissouba. Plusieurs phénomènes négatifs, aux yeux des congolais, marquent cette période : les affrontements de 1993 et 1994, l'effondrement du niveau de vie des populations urbaines et les dissensions au sein du pouvoir touchant, aussi bien, les partisans de Lissouba que ceux de Bernard Kolélas. Face à cette situation les Congolais attendaient un renouvellement politique et manifestaient leur désapprobation lors des préparatifs de la campagne présidentielle de juillet 1997. Lors de ses voyages, Pascal Lissouba fut pris à parti dans les régions qui l'avaient pourtant voté majoritairement. En même temps, Bernard Kolelas perdait de son crédit politique. Ses partisans lui reprochaient, dans son adhésion au processus de paix, d'accepter les diktats du président à tel point que son parti semblait appartenir à la mouvance présidentielle. En réaction contre la déception produite par ces leaders, le retour de l'ancien président Denis Sassou-Nguesso dans la capitale rompit l'équilibre issu des affrontements de 1993-1994. Sassou préféra, au milieu de l'année 1995, partir pour la France. Il déplaça, simultanément, sa milice de la capitale vers sa ville natale, Oyo. En janvier 1997, son retour est fêté triomphalement à Brazzaville par une foule de sympathisants et de badauds.

La présence de Sassou intensifia la compétition pour les élections présidentielles. Au mois de mai 1997, dans le cadre de sa campagne, il entreprit des tournées populaires dans les régions du Kouilou, des Plateaux et de la Cuvette-Ouest. Une situation de violence provoquée par les Cobra à Owando, une ville secondaire située dans la région de la Cuvette, servit de prétexte aux membres de la mouvance présidentielle pour tenter d'arrêter l'entreprise électorale de Sassou. Owando est la ville de Jacques Yhombi Opangault – le directeur de la campagne de Lissouba. Son parti, le Rassemblement pour le Développement et la Démocratie (RDD), contrôlait toute cette région. Quelques jours avant la visite de Sassou, le commandant Aboya, dirigeant les Cobra, l'exécuta à bout portant, sous prétexte qu'il projetait d'assassiner son leader, un militaire de la garnison d'Owando. Une semaine après cet événement, une série d'affrontements éclatait entre les Cobra et les forces de l'ordre. D'autres confrontations se déroulèrent, au cours du même mois, entre les militaires envoyés dans ces zones, pour rétablir le calme, et les forces de sécurité de Sassou. Une vingtaine de personnes y trouvèrent la mort et quatre mille habitants, non ressortissants d'Owando, quittèrent la ville.

Pour éviter de nouveaux affrontements, les principaux leaders signent, le 31 mai 1997, sous l'égide du président de l'Unesco un traité selon lequel ils n'utiliseraient plus la violence comme arme politique. Or, le 5 juin 1997, des combats éclatent

entre, d'une part, des militaires et des Cobra soutenant Sassou et, d'autre part, des militaires appartenant à la "mouvance présidentielle" et ses miliciens, à savoir la Réserve ministérielle rebaptisée les Cocoye, les Zoulou et les Mamba. Les deux parties avancent des raisons différentes. Selon le gouvernement, un bataillon des forces publiques, envoyé à la résidence de Sassou pour lui demander de livrer les meurtriers d'Owando, aurait été attaqué par les Cobra. Quant aux partisans de Sassou, cette manœuvre militaire n'était qu'une ruse pour assassiner leur leader.

Les combats firent entre 10 et 15 000 morts. Lissouba reçut le soutien de Bernard Kolelas – y compris ses miliciens – et de la majorité des leaders de l'opposition. Malgré cet appui, l'affrontement tourna finalement, le 15 octobre 1997, à l'avantage de Sassou aidé par une armée étrangère : les forces armées angolaises.

## **2- Les milices de 1993-1994**

Les milices sont apparues avec le renversement de la majorité issues des premières élections législatives de 1992 qui ont entériné la mise en place du multipartisme. Il convient de présenter une périodisation qui établit leurs entrées successives dans le champ politique.<sup>2</sup>

Les Ninja apparaissent après le 7 juillet 1993. A cette date, le gouvernement confie aux FAC (Forces Armées Congolaises) la mission de détruire les barricades dans l'arrondissement de Bacongo, où vit Bernard Kolelas, le leader du MCDDI et de l'opposition. Les militants de ce parti résistent et forment les Ninja, première milice à apparaître "officiellement" au Congo. Celle-ci provient de l'amalgame de plusieurs groupes d'autodéfense constitués à Brazzaville et dans la région du Pool, en dehors des structures du MCDDI. L'efficacité sur le terrain de ces groupes décida certains leaders de l'opposition à les organiser. En riposte à l'attaque de l'armée contre Bacongo, les Ninja attaquèrent les partisans de la mouvance présidentielle sur ce territoire. Les Ninja assurèrent la sécurité de cet arrondissement. A la fin des affrontements, un corps d'à peu près 300 Ninja, principalement brazzavillois, fut constitué et regroupé dans les FAN. Une quinzaine d'entre eux renforcèrent la garde officielle de quinze militaires protégeant Kolélas tandis que les autres contrôlaient le "port de la Main Bleue". Malgré cette sélection, les Ninja craignaient encore quant à leur avenir. La plupart espérait entrer dans l'armée, promotion indispensable pour être absous car leurs meurtres seraient alors convertis en faits de guerre. Quant aux exclus, pour manifester leur mécontentement, ils continuent à revendiquer leur statut de Ninja et deviennent des délinquants dans le Pool et à Brazzaville de façon individuelle ou organisée en gangs.

La Réserve ministérielle apparaît après les Ninja à la suite de l'échec des FAC dans la destruction des bases de résistance de l'opposition. La Réserve est formée par les gouvernants, à partir de l'enrôlement des civils. Quelques mois après l'élection de 1992, les nouveaux gouvernants avaient déjà recruté des civils pour renforcer la garde présidentielle. Le 9 août 1993, ces civils sont regroupés dans une

institution officielle nommée la Réserve ministérielle et placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur. Dans un second temps, certains d'entre eux sont envoyés suivre une formation militaire rapide dans des camps situés d'abord dans la région de la Bouenza, puis dans celle du Niari ; régions qui abritaient la majorité des électeurs de l'UPADS. A partir de 1993, des jeunes recrutés dans ces régions y sont aussi envoyés. Il est très difficile d'évaluer le nombre exact des Cocoye. Lors de nos enquêtes de 1995, il était déjà apparu, selon les chiffres officiels, que 819 miliciens participaient aux actions des Forces publiques ; d'une part, 348 Aubevillois étaient utilisés en tant qu'auxiliaires de police dans les commissariats et d'autres services de police à Brazzaville; d'autre part, 471 miliciens, vivant au camp militaire du "15 août", situé dans le Plateau devaient être incorporés dans l'armée. Par ailleurs, un autre groupe de 700 miliciens suivait une formation d'élite au centre de Loudima. En 1997, d'autres les ont rejoints, surtout certains éléments du service national, du service général de la Présidence et de la gendarmerie. En 1996, la rumeur publique avançait le chiffre de 4 000 jeunes ayant été ainsi formés.

Les Cobra, la troisième milice, se créent après le 3 novembre 1993. Ce jour-là, l'armée encercle l'arrondissement de Baongo et tire à l'arme lourde. L'opposition résiste et les Ninja reçoivent le soutien des militaires et de quelques militants du PCT. Quelques jours après leur retour dans leurs quartiers, ces derniers constituent les Cobra, afin d'assurer la sécurité de leurs dirigeants. Pour ce faire, ils recrutent entre 200 et 250 miliciens parmi les militants du PCT rassemblés dans la machine électorale liée à l'ancien président de la République Denis Sassou-Nguesso. Les Cobra contrôlent les quartiers Poto-poto, Ouenzé et M'Pila, où se trouve le siège de leur parti. Lorsque Sassou quitta sa résidence pour aller à Oyo, la plupart des Cobra se replièrent avec lui.

Au cours du mois de novembre, les troubles se déplacent dans l'arrondissement de Mfilou. Les pires violences s'y déroulent : plusieurs électeurs du MCDDI sont tués ou chassés de cet arrondissement. Ces violences marquent l'entrée en scène d'un conglomerat de bandes armées, appelées les Zoulou. Ces derniers rassemblent des acteurs étrangers à ces quartiers. Ceux-ci sont pour la plupart des délinquants, des criminels et des "sinistrés". Les criminels, libérés des prisons, reçoivent la promesse d'une immunité et d'un statut à la suite de leur participation à ces violences. Les délinquants viennent de Mougali, de Makélékélé et Baongo. Ils trouvent, à Mfilou, des occasions de piller en toute impunité. La catégorie des "sinistrés" regroupe ceux qui ont été chassés de leur maison. Les sinistrés de la mouvance ont été exclus de Baongo. Ils se réfugient soit à la Présidence, soit dans un hôtel limitrophe - l'Olympic Palace -, soit dans un camp aménagé face au Palais du Parlement. Hormis ces "étrangers", des habitants de l'arrondissement de Mfilou participent aux différentes actions. Ils font partie des comités de défense des quartiers mises en place par l'UPADS.

J'ai mené une enquête sur ces milices en 1995. Premièrement, j'ai pu distinguer

deux types de regroupements armés à Brazzaville en 1993-1994 : deux milices privées – les Ninja et les Cobra –, une milice d'État – la Réserve ministérielle – et un conglomérat de bandes se donnant le nom de Zoulou. Les milices privées soutiennent les partis les plus puissants de l'opposition. Deuxièmement, chaque milice contrôle un territoire dans Brazzaville: Bacongo et Makélékélé pour les Ninja ; Mpila et Poto-poto, pour les Cobra, et l'arrondissement de M'Filou pour les Zoulou. Troisièmement, les milices de l'opposition reconnaissent qu'elles contrôlent à peu près 300 membres même s'ils étaient, potentiellement, en mesure de recruter plusieurs milliers de jeunes. Par contre, il est difficile d'évaluer le nombre de miliciens appartenant aux forces gouvernementales, d'autant plus que les gouvernants contrôlent réellement la "Réserve ministérielle" et tolèrent les Zoulou. Les miliciens ont entre 18 et 35 ans et sont pour la plupart de sexe masculin<sup>3</sup>. Ils sont en majorité Brazzavillois de naissance, déscolarisés ou déclassés. L'indicateur scolaire est très important, car ce pays a vécu, pendant près de trente ans, sous un système qui faisait de chaque élève un acteur politique. Ils étaient tous, d'abord, des "pionniers" de la Révolution, puis membres de la jeunesse du parti unique. Aussi ces jeunes avaient déjà des atouts pour politiser leurs revendications sociales.

### **3- La dissémination de l'usage de la violence politique en 1997**

En 1993-1994, les miliciens étaient essentiellement Brazzavillois mais, lors des conflits de 1997, ils étaient majoritairement semi-urbains. L'usage de la violence politique s'est disséminée dans tout le pays.

De 1995 à 1997, le désarmement des miliciens, estimés à près de 10 000, devient l'un des thèmes majeurs de la controverse politique au Congo. Le pacte de paix de décembre 1995 prévoyait leur démantèlement et le recrutement des jeunes de 18 à 22 ans par la gendarmerie et la police. Chaque parti politique doté d'une milice reçut un quota de places: 2 000 pour la mouvance présidentielle et 1 000, pour l'opposition. Mais la majorité des jeunes effectivement intégrés provenaient de groupes liés à la mouvance présidentielle.

Il convient de reconsidérer la structure des milices politiques et bandes armées face à ce contexte<sup>4</sup> Cette structure se manifeste à travers l'articulation de trois éléments: une ville secondaire comme lieu de formation ; la collaboration de formateurs nationaux et étrangers; enfin la participation massive de miliciens recrutés dans les villes secondaires. La formation militaire des Cocoye, une des milices de la mouvance présidentielle, s'est déroulée à Loudima dans la Bouenza. Les formateurs sont des étrangers mais aussi des militaires locaux. Les étrangers sont, principalement, d'origine israélienne et sud-africaine. Les encadreurs congolais étaient conduits par le colonel Yves-Marcel Ibala, le ministre de la Sécurité Publique, et le colonel Mbaou, responsable de la Sécurité présidentielle. La plupart des militaires ayant déserté, très peu d'officiers assuraient le rôle d'encadreurs des Cocoye lors des combats.

Il est très difficile d'évaluer le nombre exact de Cocoye. En 1996, le chiffre de 4 000 jeunes formés circulait. Chaque combattant recevait des per diems de 10 000 FCFA. Quant à la logistique, les Cocoye bénéficiaient d'une bonne partie du stock de l'armée. Ces milices étaient potentiellement plus puissantes que les Cobra. Cependant, il leur manquait une organisation et un soutien logistique réel de la part des dirigeants. Une partie de ces derniers détournait les fonds destinés à payer la "guerre".

Les Cobra suivirent leur formation militaire dans le village d'Odzanongo situé entre Ollombo et Oyo, la ville de Sassou. Il convient de distinguer deux catégories de formateurs: les étrangers et les officiers limogés. Les formateurs étrangers étaient d'origine israélienne et française. Dans le cadre de la politique dite de rééquilibrage ethnique au sein de l'armée, soixante dix-sept officiers furent limogés dont la plupart éprouvait une sympathie pour l'ancien régime. Ces officiers, privés de salaire depuis deux ans, vivaient à Oyo et assuraient la formation des Cobra. Leur ralliement à la cause de l'ancien président constitua un apport non négligeable notamment en matière du maniement des blindés et de l'artillerie. Pendant les combats, la structure militaire des Cobra était commandée par un officier exclu, Jean-Marie Tassoua, surnommé le "général Giap". Au début des affrontements, une grande partie des militaires (hommes de troupes et officiers), qui occupaient encore leur position, s'allièrent à Sassou et permirent, ainsi, aux forces des FDU d'être, potentiellement, présentes dans tout le pays.

Chaque officier influent recrutait des jeunes dans son village et alentours. Beaucoup d'originaires des régions du centre et du nord rallièrent ces milices. Ce mode de recrutement posait des problèmes car chaque Cobra ne reconnaissait que l'autorité de son chef. Ces recrues étaient estimées au nombre de 2 ou 3 000. Chaque combattant recevait, lors des affrontements, des per diems de 7 000 FCFA. Les Cobra profitèrent surtout du stock d'armes engrangées par Sassou à Oyo pendant qu'il était président et de celles gagnées pendant l'occupation des camps militaires au début des affrontements à Brazzaville.

Les Ninja, longtemps restés neutres, furent les seuls à ne pas avoir une longue formation militaire hors de Brazzaville. Depuis la fin des guérillas de 1994, la grande majorité se démotiva car elle ne reçut pas de récompense pour ses faits de guerre. Une autre partie ne comprenait pas pourquoi la direction politique du MCDDI leur conseillait de combattre au côté de l'UPADS, leur ennemi d'hier. Certains formateurs puissants des Ninja refusèrent de remplir à nouveau ce rôle. L'un d'entre eux, Claude-Ernest Ndalla rallia rapidement Sassou. De même, des Ninja efficaces en 1993-1994, dans les combats, tel que Willy Matsanga, passèrent dans le camp des Cobra avec leurs sympathisants. De fait, les leaders du MCDDI se trouvèrent dans l'obligation d'entraîner rapidement des troupes à Brazzaville dans le camp de Makala. Près de cinq cent recrues furent placées sous la responsabilité de Bikinkinta, le ministre de l'Intérieur, et de Herbert Massamba, un

Ninja de la "première génération". Cependant, ils manquaient d'armement et d'équipement.

A la différence de toutes ces milices, beaucoup de jeunes organisèrent des groupes d'auto-défense dans les régions. Les élites politiques leur distribuèrent massivement des armes. A Brazzaville, ces jeunes voulaient défendre leurs quartiers. Dans les villes secondaires et les régions, ces groupes dissuadèrent les ennemis d'envahir les positions tenues mais ces jeunes rackettaient aussi la population soumise à des contrôles perpétuels. Ces acteurs adhéraient aux milices contre des paiements de 1 000 FCFA et une promesse de recrutement dans l'armée. Ce type d'enrôlement fut systématisé par la mouvance pour créer les Mamba, la dernière milice apparue sur la scène politique congolaise. Les Mamba rassemblaient deux types de combattants: les Brazzavillois et plus majoritairement les jeunes venus des régions du Niari, de la Bouenza et de la Lékoumou. Ces miliciens, regroupés à Brazzaville sous la responsabilité de quelques colonels, suivaient une semaine de formation militaire avant d'aller combattre.

Pour récapituler les données générales sur les milices de 1997, il convient d'en retenir au moins deux aspects: la différence entre les miliciens ayant déjà combattu et ceux qui n'ont aucune pratique guerrière; la prédominance des jeunes originaires ou formés dans les villes secondaires. Des analogies existent entre ces miliciens et ceux de la "première génération" du point de vue de la catégorie d'âge et des disqualifications scolaires marquées par l'échec et le déclassement.

#### **4- La dissémination des pratiques de violence politique**

Le passage à la violence politique d'une grande partie de jeunes congolais a accompagné la redéfinition de l'expérience politique impliquée par les dynamismes de la transition démocratique. Ce passage s'institue à partir de la réinterprétation ou de l'élargissement des effets d'un certain nombre de pratiques sociales qui sortent de leur domaine propre pour envahir le champ politique, où elles sont alors largement diffusées, martelées par les appareils de propagande. Pour rendre compte de cette dissémination, il reste à considérer les deux étapes du processus de démocratisation au Congo où l'utilisation massive de la violence politique a eu lieu par des organismes non-officiels: la transition et la période post-électorale.

Durant la transition, de 1991 à 1992, les rues brazzavilloises redevinrent arbitres des luttes se déroulant dans le champ politique.<sup>5</sup> Elles ravirent le monopole de la violence légitime à l'armée en faisant l'expérience de l'impuissance de cette dernière à son encontre. En janvier 1992, prétextant des arriérés de salaire, une partie des militaires, sous la direction du Haut Commandement, se mutine et tente un coup d'État. Pour la première fois, des barricades, érigées dans les quartiers sud de Brazzaville, obligent l'armée à céder.

Les groupuscules politiques, qualifiés de "jeunes",<sup>6</sup> contrôlaient ces barricades. Ces acteurs entretenaient des liens avec le mouvement révolutionnaire congolais

de gauche. Ils critiquèrent, pendant la Conférence nationale, tous les "vieux" leaders politiques mais ne réussirent pas à faire adopter un acte qui interdise, pendant cinq ans, toute représentation politique aux concurrents incriminés dans les malversations politiques de tous ordres, et surtout l'usage de la violence. Après ce forum, les jeunes animèrent une alliance politique, la plus puissante pendant la transition, appelée "les Forces du changement".

Les émeutiers étaient pour la plupart, âgés de 15 à 35 ans. Ils ne constituaient pas un groupe homogène mais plutôt traversé par des divisions sociales, idéologiques et politiques. Sur le plan individuel, ils étaient chômeurs, étudiants, anciens militaires exclus, miliciens, etc. Dans certains cas, ils adhéraient en bandes parmi lesquelles certaines, préexistaient aux barricades, et s'efforçaient de reconverter en objectif politique le but initial de leurs bandes.

Le renforcement du pouvoir de la rue déboucha sur des changements politiques significatifs. En même temps qu'elle gagnait une autonomie, elle devait faire face à la contre-violence comme mode d'intervention. Cette situation accentua le sentiment d'insécurité politique et sociale. Les élections se déroulèrent dans un cadre de quête sécuritaire et la population choisit les trois leaders honnis pendant la Conférence nationale comme "chefs de guerre" : Pascal Lissouba, Bernard Kolélas et Denis Sassou Nguesso.<sup>7</sup> Ce qui montre la complexité de la dynamique politique qui favorise surtout ceux qui possèdent des atouts politiques<sup>8</sup> et provoqua dans ce cas l'explosion des "Forces du changement".

Après les élections, la configuration des acteurs de la violence change. Les fractions de la base électorale des leaders politiques les plus puissants, organisées en milices prennent la place de la rue. Ces acteurs s'affrontent dans le cadre de contestation des législatives et du processus d'alternance politique. La première situation de violence était plus locale car il s'agissait de gagner un territoire dans la capitale tandis que la seconde, plus globale, avait pour but la conquête du pouvoir politique. La composition des milices se modifiait en relation avec la situation des combats.

Du fait qu'en 1993-1994, les milices sont restées pratiquement que sur leur territoire et se sont très rarement affrontées entre elles, le passage à la violence des milices peut s'expliquer par l'élargissement dans le champ politique des effets d'un certain nombre de pratiques sociales qui expriment la perversion des relations entre voisins qui ont toujours vécu en paix. Trois types de pratiques sont impliquées : l'ethnicité, les accusations de sorcellerie et l'appropriation symbolique des œuvres cinématographiques.

L'argument ethno-régional est avancé par le sens commun congolais pour expliquer les violences politiques. Il ne s'agit pas de nier sa pertinence, au moins en tant que pratique de représentation et surtout d'assignation d'identité aux victimes. Toutefois, il convient de moduler la portée de cette explication. Il importe de concilier les approches macro-sociologiques et micro-sociologiques pour

cerner les différentes pratiques d'assignation des identités ethno-régionales au Congo. Dans le premier cas, les Congolais ont tendance à représenter, dans le cadre d'une opposition dualiste, tous les conflits politiques ayant cours dans leur pays. Dans le second cas, ils assignent aux acteurs dans des situations d'interaction précises, des identités beaucoup plus locales; phénomène qui tend à politiser toutes les identités ethniques reconstruites à partir des références identitaires coloniales ou pré-coloniales (plus de soixante-dix) existant dans le pays. Les deux niveaux entrent, parfois, en contradiction. Ainsi, c'est le conflit qui confère une importance politique à ces références identitaires et non pas seulement l'appartenance à un groupe précis.

Ces identifications ne se réfèrent pas à des réalités séculaires mais à des constructions sociales, datées, qui accompagnent les luttes pour le contrôle des positions étatiques. Une fois leur production réalisée, les différents acteurs mettent en place des stratégies pour les revendiquer ou pour les assigner de force dans le cadre des manifestations de violence. Rendre compte de toutes ces pratiques permet d'éviter de se donner des collectifs identitaires tout constitués et d'appréhender les opérations de leur construction et transformation au cours des conflits par la défense d'une cause politique.

Dans leur approche globale, les Congolais utilisent six termes d'identification possible organisés en trois oppositions dualistes qui se sont succédées historiquement : Kongo/Mbochi, puis Nordistes/Sudistes et, enfin, Nibolek/Tchèque. Dans la pratique, d'autres niveaux d'ordre micro-sociologiques interviennent. Ce sont des collectifs qui se créent pour défendre une cause politique. Ces catégories ne sont donc pas seulement produites en référence à l'ethnicité (Kongo, Mbochi), mais aussi géographiques (Nordistes, Sudistes) et des régions administratives (Nibolek et Tchèque).

Les premières modalités de la représentation de l'identité des acteurs politiques prirent la forme d'une mise en relation de deux ensembles ethniques : les Kongo contre les Mbochi. Ces identités politiques ont émergé dans le cadre du multipartisme réglant les conflits pendant l'époque coloniale. Les Kongo y occupaient la position dominante. Cette représentation populaire des conflits politiques déclina à partir de 1968 après un coup d'État qui avait porté un Mbochi au pouvoir. Le nouveau contexte politique, marqué principalement par la militarisation du champ politique, s'appuyait sur l'installation d'un mode de domination articulé sur la transformation du monopartisme mis en place depuis 1963. Une nouvelle opposition dualiste prit place et utilisait des références spatiales : les Nordistes contre les Sudistes. Il convient de souligner que le premier terme est équivalent à Mbochi et le second, à Kongo.

Après plus de vingt-trois ans de monopartisme et de gouvernement militaire, le Congo rejoint, en 1991, la vague de démocratisation des pays africains à la suite d'une Conférence nationale souveraine. Le nouvel ordre politique consacre un

pluralisme et réinstitutionnalise les élections au suffrage universel favorisant la domination des civils. Du point de vue des assignations identitaires, la règle électorale, selon laquelle "un homme = une voix", comporte une traduction démographique. Dans ce système de représentation, les acteurs – impliqués dans le conflit politique à venir – revendiquaient, conformément à l'ancien système politique, l'identité de Sudistes, ensemble numériquement majoritaire. Ce dernier ensemble implosa en deux tendances qui produisirent de nouvelles configurations identitaires : les Nibolek et les Tchek. Nibolek est composé des premières syllabes des noms des régions administratives suivantes : NIari, BOuenza et LEKoumou ; par contre, l'identité Tchek était assignée aux seules populations de la région du Pool. Les Congolais utilisèrent la violence politique pour disséminer de nouvelles identités politiques. C'est dans ce sens qu'il convient aussi de comprendre les guérillas de 1993-1994.

Aborder le niveau micro-sociologique permet de considérer comment ces identités se disséminent, partout, au Congo et mobilisent ainsi un nombre important de personnes pour défendre des causes politiques. Dans ce cas, les références ethniques pré-coloniales et coloniales sont impliquées mais elles n'entrent pas directement, telles quelles, dans le champ politique. De nouvelles identités sont reconstruites à partir d'elles en fonction de la spécificité des luttes politiques. Lorsque Lissouba devint président de la République, la rumeur publique affirma que son pouvoir est dominé par cinq personnalités<sup>9</sup> auxquelles la référence identitaire pré-coloniale Beembé était assignée. Cette population occupe une partie de la région de la Bouenza. D'ailleurs, les acteurs les plus violents de la mouvance présidentielle, en 1993-1994, revendiquaient cette identité, car ils défendaient "leur" pouvoir contre d'autres Congolais dont l'identité était définie au même niveau. En effet, les guérillas urbaines de 1993-1994 se déroulèrent principalement dans les arrondissements sud-ouest (Bacongo et Makélékélé) et est de la capitale (Mfilou). Tous deux peuplés en majorité de Tchek qui revendiquaient les identités Lari et Kongo, d'une part, et, d'autre part, des Nibolek se revendiquant Beembé.

A la suite de ce rappel, une question se pose : comment des populations parmi lesquelles la séparation ethnique n'existait pas, sont arrivées à se discriminer clairement et même à s'entre-tuer. On peut éclairer ce phénomène lorsqu'on considère la politisation des pratiques qui expriment la perversion des liens entre voisins. Au plus fort des tensions politiques, les agressions réciproques entre les partisans de l'UPADS et du MCDDI, dans les territoires qu'ils contrôlent, produisent la catégorie sociale dite de "sinistrés". Ceux-ci portent sur leurs corps les marques des violences subies. Or, du point de vue de l'imaginaire, l'opposition entre ces deux parties se ramène à celle des Nibolek aux Tchek. Ainsi, ces deux ordres se superposent. Les témoignages des sinistrés, diffusés dans les journaux et même sur cassettes vidéos, cristallisent les haines ethno-régionales. Le sinistré et

son corps désignent le coupable et appellent la vengeance. L'exposition des plaies des sinistrés constitue corporellement l'identité ethno-régionale en rappelant efficacement les complots qui la menacent. Or, le message de ces témoignages demande une vengeance organisée: au nom du corps meurtri, les "frères" exigent des mesures pour lutter contre le complot ethnique. Les leaders, qui focalisent sur la meurtrissure du corps ethnique le discours politique, accorde ces mesures; ce qui purge l'espace public des vengeances expéditives et spontanées des massacres populaires.

La prise en compte des accusations de sorcellerie permet de souligner le fait que les massacres ne s'exécutent que sur des terrains sociaux favorables où la vie humaine a perdu de sa valeur. Au cours des années 80, l'utilisation du schème de la sorcellerie a permis aux jeunes de construire, à la suite de leur exclusion et déclassement scolaires, la violence politique selon des formes plus sociales, et non plus individuelle comme dans la délinquance. En effet, le schème de sorcellerie, expliquant le malheur dans d'autres univers sociaux (maladie, mort, infortune, etc.), commença à être utilisé massivement pour interpréter la multiplication des échecs scolaires, cause de déclassement et de chômage, tous issus du désengagement de l'État.<sup>10</sup> Cette multiplication n'était pas souvent perçue par les jeunes, comme le résultat des décrets gouvernementaux mais celui des actions de sorcellerie dont la responsabilité était attribuée à des "vieux du quartier". Quand un vieux n'était pas directement désigné comme sorcier du quartier, les jeunes "aidaient" un de leurs amis à se débarrasser d'un membre âgé de sa famille. Celui-ci jouait de fait, la fonction de "vieux du quartier". Ces types d'accusations culminaient souvent, dans une élimination violente. Dans ce cas, le vieux était battu et il arrivait même qu'il soit mis à mort aspergé d'essence et brûlé.

Quelques indices montrent que les guérillas sont aussi liées à cette forme de violence. Les enquêtes que j'ai menées à Brazzaville, à la fin des années quatre-vingt, sur ces phénomènes montrent que, du point de vue des représentations, la télévision exerçait une grande influence sur l'émergence de ces pratiques. La plupart des entretiens mettaient en avant l'importance de la diffusion des scènes d'élimination des traîtres en Afrique du Sud par les Zoulous. Cette dernière référence est, d'ailleurs, directement utilisée pour désigner les bandes armées de Mfilou. L'indice le plus évident dans le cadre de l'élargissement de ces pratiques se rapporte au cas de l'immolation d'un vieux Tchek à Mfilou et son corps emmené au domicile de Kolelas pour illustrer ce que les Tchek subissaient dans cet arrondissement. D'après cette version, ce vieux était accusé de sorcellerie. Son immolation a été l'un des détonateurs des hostilités entre Nibolek et Tchek.

Les miliciens trouvent, enfin, dans leurs pratiques d'appropriation symbolique des œuvres cinématographiques et télévisuelles, des références pour symboliser, dans l'imaginaire, les aspects violents de leur vision du monde. Les noms Cobra et Ninja proviennent des films chinois de kung-fu. Par contre le nom Zoulou vient,

à la fois, d'une série télévisée, Chaka Zoulou, et des informations déversées par les médias. De même les arrondissements les plus touchés par les affrontements, Bacongo et M'Filou, reçoivent respectivement les noms Sarajévo et Beyrouth. Le sigle de la force publique chargée de réprimer les Ninja, les C.R.S., est déformé en Cérex. Ce nom provient, quant à lui, de l'univers de séries télévisées japonaises, "X-or, le shérif de l'espace".

Les aspects de la violence, symbolisés ici, comporte une double dimension. D'une part, ils concernent la répression subie de la part des voisins. Dans ce cas, ces aspects se rapportent à la production du corps martyr de l'ethnie et exhibent la souffrance de l'ethnie ou de la région. D'autre part, les mêmes éléments médiatiques montre la volonté de produire un corps invincible car les acteurs décident de se défendre. Le choix du nom Ninja s'explique par le fait que les personnages auxquels ils se réfèrent sont invincibles. De même, les Zoulou d'Afrique du Sud sont, disent les Congolais, protégés par de puissants fétiches. Ainsi, le corps martyr de l'ethnie possède deux apparences. Sous les traits de la première, il incarne l'insoutenable contemplation de ses blessures exhibées par les "sinistrés"; par la seconde, il prend la forme de la gloire, d'un corps indestructible grâce à la résistance de ces miliciens.

Nous retiendrons au moins trois pratiques, associées à la recomposition du tissu social à partir des élections de 1992 et des premiers affrontements, dont la mise en relation contribuèrent à la création des milices de 1997: la reconfiguration des identités ethno-régionales, la montée en puissance politique des villes secondaires et les pillages.

Les affrontements de 1997 manifestent clairement la reconstruction des identités ethno-régionales. Les lieux où se déroulèrent les combats eurent tendance à reproduire l'opposition Nordistes/Sudistes avec le souvenir de l'implosion de cette dernière référence identitaire en Nibolek et Tchek. Aussi les guérillas se concentrèrent dans certains arrondissements: d'un côté, ceux du nord de la ville (Poto-Poto, Ouenzé, Talangaï et Moungali) tenus par les Cobra de Sassou et, de l'autre, celui du sud-est (Mfilou), peuplé de Nibolek et contrôlé par les miliciens soutenant Pascal Lissouba. Cependant, les arrondissements sud-ouest (Bacongo et Makélékélé) dominés par les Tchek et tenus par le MCDDI, ayant proclamé leur neutralité, restaient pacifiques.

Les identifications ethno-régionales, produites à une échelle globale, ne furent pas un facteur de dissémination des usages de la violence politique à la différence des constructions plus locales. La mise en avant de cette échelle permet de revenir sur le fait que l'événement déclencheur se déroula dans une ville secondaire, Owando, alors que celui de 1993-1994 se déroula à Brazzaville. L'importance de la ville d'Owando manifeste l'implosion de l'ensemble identitaire nordiste. La visite de Sassou Nguesso dans cette localité, chef-lieu de la région de la Cuvette, fut l'objet d'enjeux politiques énormes. Cette ville est située sur le territoire d'une

population qui revendique l'identité Kuyu. Plusieurs grands leaders politiques venaient d' Owando: Ngouabi, président de la République assassiné en 1977, Joachim Yhombi Opangault, ancien Premier ministre de Lissouba et directeur de campagne de la mouvance présidentielle et, enfin, Pierre Anga, officier de l'armée congolaise entré en rébellion et tué en 1988 après un maquis sommaire aux alentours de cette ville contre le règne de Denis Sassou Nguesso. Pierre Anga devint une figure emblématique pour certains Kuyu. Par contre, une autre identité, celle de Mbochi, est assignée à Sassou. En s'appuyant sur la construction de l'identité politique Kuyu, Jacques Okoko et Yhombi Opangault, membres de la mouvance présidentielle, voulurent faire un front contre Sassou. Leur prise de position ne rallia pas pour autant à leur cause tous les Congolais qui revendiquaient l'identité sociale Kuyu. Tel fut le cas du capitaine Aboya, ancien garde du corps de Yhombi, qui exécuta le militaire accusé de vouloir assassiner Sassou. L'appartenance au groupe social n'implique donc pas nécessairement la revendication de l'identité politique portant le même nom.

Dans la mouvance présidentielle, la construction micro-sociologique consacra la domination des élites revendiquant une identité Nzabi, population de la région du Niari, sur les Beembé, population de la Bouenza. La disqualification des officiers de la première génération proche du général Daniel Mabika marqua ce changement. Ces militaires s'illustrèrent lors des guérillas de 1993-1994. Par contre, de jeunes officiers, autour du colonel Marcel-Yves Ibalá (Nzabi) – ministre de la Sécurité publique et grand organisateur des milices présidentielles –, montèrent en puissance. Les officiers de la première génération refusèrent de superviser "l'action policière" contre la résidence de Sassou. Cet acte provoqua la désertion d'une bonne partie des militaires laissant les gouvernants dans l'obligation de trouver rapidement des combattants pour défendre leur cause. Ces derniers se tournèrent alors vers leur base politique construite en fonction des références ethno-régionales.

En plus de la reconfiguration des identités ethno-régionales, la montée en puissance des villes secondaires contribua à la dissémination des pratiques de violence politique. Le Congo est divisé en 10 régions administratives<sup>11</sup>. En retenant le seuil compris entre 2 000 et 20 000 habitants, ce pays compte en dehors de Brazzaville et Pointe-Noire, 18 villes secondaires, 34 petites ou moyennes villes et 39 petits centres à compétence territoriale moins étendue (chefs lieux de districts, Postes de Contrôle Administratif (PCA), et centres ruraux). La population des villes secondaires a subi une croissance rapide au cours de ces vingt dernières années. Son taux est passée de 5% en 1960 à 12% en 1980. Par ailleurs, ces lieux recueillent toutes les migrations scolaires en provenance des centres ruraux et des villages. Le taux de scolarisation avoisine 100 %. De fait, ces lieux regroupent aussi une grande partie de victimes du déclassement et des échecs scolaires dont une majorité devient des miliciens comme à Brazzaville.

Le dernier recensement de 1984 montre que 20,4 % de la population de ces villes a moins de 15 ans, 59,26 % de 15 à 59 ans et 1,2 % de 60 et plus. Une grande précarité et un manque de diversification des activités marquent le domaine économique. Ces villes concentrent jusqu'à 75% de chômeurs et un pourcentage élevé d'adolescents de plus de 15 ans – en âge de travailler – est maintenu dans le système scolaire. La population active se répartie dans les secteurs et branches d'activités suivants : l'agriculture (55,2%), les services (18,3%) et le commerce (12,5%).

La politisation par les semi-urbains de leurs frustrations sociales s'exprima, en 1992, par la production d'un modèle électoral "ethno-régional" dans le sens complexe que nous avons donné à ces termes. Ce modèle se réalisa lors des consultations locales, régionales et législatives.<sup>12</sup> L'électorat de l'UPADS demeurait dans trois régions: le Niari, la Bouenza et la Lékoumou ; celui du MCDDI, dans le Pool et Brazzaville ; enfin, celui du PCT, à Brazzaville et dans la Likouala. Différents partis se partagèrent les autres régions. Or, Pascal Lissouba, qui gagna les présidentielles, avait sa base électorale hors de Brazzaville, alors que le pouvoir politique était, jusqu'en 1990 construit dans la capitale. Ces résultats indiquent une relative baisse de la puissance politique des habitants de cette ville mais elle restait toujours, cependant, l'ultime scène des affrontements. Aussi, les originaires des régions intérieures devaient venir à Brazzaville pour défendre leur droits.

Le fait que la majorité des miliciens de 1997 n'était pas brazzavilloise, peut aider à expliquer certains aspects des affrontements. Premièrement, il était impossible aux leaders de composer avec ces combattants des unités anti-guérilla, chargées d'envahir les positions ennemies, à cause de leur méconnaissance de la capitale. Deuxièmement, n'ayant aucun lien affectif avec cette ville, ces guerriers participaient plus facilement à sa destruction massive. Aussi, l'ennemi était attaqué de loin dans son fief par des pilonnages.

L'adhésion des jeunes provenant des villes secondaires aux milices commence surtout après les pillages de Brazzaville. Ces pratiques révèlent l'ambiguïté de l'engagement politique des combattants brazzavillois. Elles sont un acte contre le non-respect des promesses faites par les leaders à la fin des affrontements de 1993-1994.

On appelait les pillages: "Tuer le cochon" dans les quartiers nord de Brazzaville et "N'Kossa, chacun aura sa part", dans les autres. N'Kossa est le nom du grand puits pétrolier exploité par Elf. Ces deux énoncés, mettant en valeur l'idée du don et du partage, se veulent des critiques de la non-redistribution de la richesse nationale par l'élite politique. La population doit donc, pour vivre décemment, lui en arracher une partie. Dans ce sens, lors des affrontements, cette critique des leaders politiques prit la forme d'un partage des quartiers entre les différents groupes de miliciens et certains Brazzavillois.<sup>13</sup>

Une partie des biens pillés était renvoyée dans les villes secondaires et dans les

villages. Cet acte indique que, dans la culture de la violence, ces lieux devenaient valorisés. Plutôt que de cacher ces biens, ces jeunes contribuaient à l'embellissement de leur village. Introduire les signes de la modernité dans cet univers, était un honneur. Ces expéditions jouèrent un rôle important pour l'enrôlement des Mamba qui espéraient faire de même assez rapidement. Il est possible de dire que les derniers affrontements brazzavillois ont développé chez certains urbains l'amour de leur région et surtout du village représenté comme le véritable havre de paix, un lieu de repli possible. Alors, il leur fallait montrer un intérêt pour ce lieu en espérant y être reçu en héros.

Ces actes de pillages, tout comme les accusations de sorcellerie dans les décennies 80 et 90 à Brazzaville, instruisent, en fait, le procès de la catégorie d'âge des "vieux". Ces derniers sont toujours rendus responsables des échecs, des infortunes ou des difficultés des "jeunes" dans la vie quotidienne. Joseph Tonda montre, "Esprit de désespérance sociale et guerre civile permanente",<sup>14</sup> comment, dans les villes secondaires, ces pratiques contribuent à la "déparentilisation" des acteurs. Cette réalité se manifeste à travers le sens que prennent les pillages massifs du "parent ethnique", "villageois" ou "régional". Tel fut, par exemple, le cas des actes perpétrés par les Cobras à Talangäi (Brazzaville) et dans quelques villes du nord : Etoumbi, Mbomo, Makoua, Owando, Mbama et Ewo. Ces miliciens y saccagèrent les maisons, les magasins et les établissements industriels de leurs "parents". Dans certaines localités, les pillages s'accompagnèrent de la destruction des registres d'état-civil ; un geste qui n'est pas du tout gratuit, dans la mesure où il efface symboliquement et matériellement la relation de parenté et la mémoire écrite qui la fixe.

## **5- Conclusion**

Dans certains pays, comme le Congo, les processus de transition démocratique ont disséminé l'usage de la violence politique dans une grande partie de la société. De fait, les relations entre la population et l'armée changent. Les miliciens affirment être les "vrais" militaires puisqu'ils sont les seuls à avoir combattu. Ils dévalorisent les militaires de métiers qui avaient, pour la plupart, désertés leur postes. Avec de telles conceptions, un certain nombre de questions méritent d'être posées.

- 1- Est-il possible de reconstruire très rapidement une armée républicaine et fiable? Les dirigeants congolais envisagent de le faire en associant des militaires à certains miliciens. Cependant, les leaders n'arrivent pas à désarmer les miliciens qui ne satisfont pas les critères de sélection de cette nouvelle armée.
- 2- Que deviendront les miliciens et les militaires de l'ancienne mouvance présidentielle? Ils sont source de déstabilisation puisqu'ils ne sont pas intégrés dans l'armée régulière.

- 3- Enfin, le problème de l' "impossible" pacification des mœurs peut se poser à long terme. Les combattants, vainqueurs ou vaincus, devront vivre avec le souvenir de leurs actes. Or, cela ne les empêcherait pas, si une situation de violence se représente, de se mobiliser à nouveau et de mettre plus brutalement en acte les compétences acquises.

## Notes

- 1 On peut se référer pour ces élections aux ouvrages suivants : Fabrice Weissman, *Elections présidentielles de 1992 au Congo : entreprise politique et mobilisation électorale*, IEP de Bordeaux, Université de Bordeaux I, CEAN, 1993; Robert-Edmond Ziavoula, *Villes secondaires et pouvoirs locaux en Afrique subsaharienne: le Congo*, Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala, 1996.
- 2 J'ai proposé une analyse sur ces miliciens dans "Milices politiques et bandes armées à Brazzaville : enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassé" in *Les Etudes du Ceri*, n° 13, avril 1996.
- 3 Pour exemple, il n'y eut que 5 Ninja de sexe féminin.
- 4 Nous ne possédons pas les mêmes types d'informations sur ces milices. Les données sur les Cocoye ont été récoltées, en septembre et octobre 1997, lors des enquêtes pendant les affrontements, alors que nous ne nous sommes entretenus avec quelques Cobra après les conflits.
- 5 Nous parlons du retour de la rue comme arbitre des luttes politiques, car en 1963 elle avait réussi, à la suite d'émeutes, à obtenir la démission du premier président congolais, l'abbé Fulbert Youlou. Pour ces événements, cf. Rémy Boutet, *Les trois glorieuses ou la chute de l'abbé Fulbert Youlou*, Dakar, édition chaka, 1989. Ce mouvement a été, par la suite, consacré comme "la révolution congolaise".
- 6 Les trois groupes politiques qui exercèrent leur influence sur les barricades furent: Le Molidé, la Cause et le Pari.
- 7 J'ai abordé comment la domination des "chefs de guerre" s'est réalisée à partir du processus électoral dans "Processus de démocratisation et élites politiques au Congo : questions sur la violence urbaine" in CURAPP, *Questions sensibles*, pp. 11-21, PUF, 1997.
- 8 J'ai analysé les dynamiques de longévité des acteurs politiques africains dans mon livre *Les voies du politique au Congo: essai de sociologie historique*, Karthala, 1997.
- 9 Ces cinq personnalités étaient les suivantes : Martin M'Béri, ministre de l'Intérieur, Christophe Moukouéké, Secrétaire général de l'UPADS, Victor Tamba-Tamba, chargé de l'organisation de l'UPADS et ministre d'État, Nkombo MOUNGOUNGA-Nguila, ministre de l'Économie et des Finances, et Claudine Munari, Directrice de cabinet de Lissouba.
- 10 J'ai investigué sur la relation entre les pratiques de désengagement de l'Etat et

l'augmentation des échecs et du déclassement scolaires dans mon ouvrage: *Les voies du politique au Congo*, *op. cit.* et dans "Milices politiques et bandes armées à Brazzaville ...", *op. cit.*

- 11 Likouala, Sangha, Cuvette, Cuvette-Ouest, Plateaux, Pool, Niari, Bouenza, Lékoumou et Kouilou. Pour les villes secondaires, cf. R. E. Ziavoula, *Villes secondaires et pouvoirs locaux ...*, *op. cit.*
- 12 Pour les résultats de ces élections voir Fabrice Weissman, *Elections présidentielles de 1992 au Congo: entreprise politique et mobilisation électorale*, *op. cit.* ; Robert-Edmond Ziavoula, *Villes secondaires et pouvoirs locaux en Afrique sub-saharienne : le Congo*, *op. cit.*
- 13 La logique des pillages est bien résumée dans le témoignage suivant recueilli auprès d'un milicien qui se justifiait devant quelqu'un l'accusant de vol: "Tu appelles ça du vol? Quand il nous poussent à nous tuer, ils appellent ça la "bêtise humaine", après ils vont boire le champagne entre eux, c'est ça l'union nationale. Pendant ce temps, nous n'avons rien. Est-ce que tu as déjà vu un enfant de chef qui est mort pendant cette guerre ? Pourquoi c'est toujours nous? Il faut pas qu'ils blaguent avec nous maintenant. Nous allons piller toutes leurs maisons et demain, quand nous allons reconstruire le pays, peut-être que nous aurons enfin du travail" in *Rupture*, n° 10, 2<sup>e</sup> trimestre 1997, Pointe-Noire.
- 14 Ce texte est à paraître dans *Rupture*, n° 11, 3<sup>e</sup> trimestre 1997, Pointe-Noire.

## Bibliographie

- Remy Bazenguissa-Ganga, 1997 *Les voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Karthala.
- , 1997 "Processus de démocratisation et élites politiques au Congo: questions sur la violence urbaine" in CURAPP, *Questions sensibles*, pp. 11-21, PUF.
- , 1996 "Milices politiques et bandes armées à Brazzaville : enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés", *Les Etudes du Ceri*, n° 13, avril .
- Rémy Boutet, 1989 *Les trois glorieuses ou la chute de l'abbé Fulbert Youlou*, Dakar, édition chaka.
- Fabrice Weissman, 1993 *Elections présidentielles de 1992 au Congo: entreprise politique et mobilisation électorale*, IEP de Bordeaux, Université de Bordeaux I, CEAN.
- Robert-Edmond Ziavoula, 1996 *Villes secondaires et pouvoirs locaux en Afrique sub-saharienne: le Congo*, Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala.